



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale de l'Essonne**

D2023-0732 Envoyé le 10/07/2023



Evry-Courcouronnes, le 10 juillet 2023

Nos réf. : A2021-0034

D2023- **0732**

Affaire suivie par : Mathieu FERNANDEZ

Tél. : 01.60.76.34.84

Courriel : mathieu.fernandez@developpement-durable.gouv.fr

N°HELIOS : 59417

Copie : BUPPE

Objet :

Dossier de réexamen IED BREF WI-.rapport de base

Exploitant concerné :

SERIVEL

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	SERIVEL
Adresse de l'établissement	Ecosite de Vert-le-Grand
Adresse administrative du groupe	Ecosite de Vert-le-Grand 91 810 VERT-LE-GRAND
Activité	Unité de valorisation énergétique de déchets non-dangereux
Régime	Autorisation – IED
Principales rubriques de classement	3520, 2771
Principaux enjeux des activités de l'établissement	Rejets atmosphériques et Risques Incendie

1. Contexte et objet du rapport

La société SERIVEL dont le siège social est situé sur l'Ecosite de Vert-le-Grand/Echarcon sur la commune de VERT-LE-GRAND exploite sur cet Ecosite des activités d'incinération de déchets relevant de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « directive IED ».

S'agissant du secteur de l'incinération de déchets et du traitement des mâchefers, la commission européenne a publié le 3 décembre 2019 la décision d'exécution n° 2019/2010 du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'incinération des déchets (BREF WI). Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux

DRIEE UD91

Cité administrative – Boulevard de France 91010 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

Courriel : ud91.driee-if@developpement-durable.gouv.fr

d'émissions associés. Cette publication déclenche le réexamen des prescriptions de l'autorisation des installations prévu à l'article L515-28 du code de l'environnement.

D'autre part, pour transposer les dispositions des conclusions des MTD, le ministère de l'environnement a publié l'arrêté ministériel du 23 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Conformément à l'art R 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet :

- un dossier de réexamen qui permet de comparer le fonctionnement des installations avec les meilleures techniques disponibles définies dans le document de référence européen ;
- s'il n'a pas déjà été fourni, un rapport de base décrivant l'état du sol et des eaux souterraines conformément aux dispositions de l'article R 515-81.

Ces informations permettent de procéder au réexamen, et au besoin à la réactualisation des prescriptions définies dans l'arrêté d'autorisation de l'installation, la mise en conformité des installations devant être réalisée avant le 3 décembre 2023.

Dans ce cadre, la société SERIVEL a transmis le dossier de réexamen et le rapport de base par courrier du 07 janvier 2021 (ref A2021-0034).

Le présent rapport propose à Monsieur le Préfet les suites qu'il convient de donner à l'issue de l'instruction de ces documents

2. Situation administrative du site

Les installations exploitées par la société SERIVEL relèvent du classement IED pour les rubriques suivantes :

N° de rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et Volume autorisé	Régime
3520.a	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	30,68 t/h : 2, fours à grilles d'une capacité unitaire de 15,34 t/h pour un PCI 2 200 kcal/kg 241 000 t/an	Autorisation

3. Synthèse du dossier de réexamen

3.1 Caractère complet du dossier

Le dossier de réexamen comporte les éléments suivants :

1° Le périmètre IED

La société SERIVEL, filiale de la SEMARDEL, exploite depuis le 01^{er} janvier 2020 le Centre Intégré de Traitement des Déchets (CITD) du SIREDOM. Celui-ci est composé d'une unité de valorisation énergétique (incinérateur des ordures ménagères produites sur le territoire du SIREDOM) et les deux lignes de tri des déchets issues de la collecte sélective des ménages.

Le précédent exploitant était la société SEMARIV, aussi filiale de la SEMARDEL.

Le CITD est exploité depuis 1999. L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter cette installation date du 20 septembre 1996, arrêté préfectoral n°96.4071 du 20/09/1996.

Le dernier changement d'exploitant a été acté par l'arrêté préfectoral n°2020-PREF/DCCPAT/BUPPE/072 du 27 avril 2020.

Les deux activités du site sont les suivantes :

- Incinération jusqu'à 241 000 tonnes par an d'ordures ménagères provenant essentiellement des communes du SIREDOM.

L'énergie produite est valorisée sous forme de chaleur dans un réseau urbain de chauffage et en production électrique

- Tri des déchets provenant de la collecte sélective des ménages, 120 000 tonnes par an.

Le périmètre IED et les conclusions à considérer dans le dossier de réexamen concernent le BREF WI dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets ont été établies par la décision d'exécution n° 2019/2010 du 12 novembre 2019.

L'exploitant s'est ainsi positionné au regard des meilleures techniques disponibles et des niveaux d'émissions associés du BREF WI.

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation, qui estime non nécessaire de revoir les conditions d'autorisation.

L'exploitant demande à conserver la surveillance semestrielle du paramètre mercure dans les rejets canalisés et non en continu comme demandé dans le BREF WI en déclarant que le site reçoit un monoflux de déchets de composition contrôlée.

3° Le positionnement actuel et à venir pour chaque MTD :

- sont déjà mises en œuvre : les MTD n° 1, 3, 7, 9, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 21, 25, 27, 28, 29, 32, 33, 35 et 37 ;
- seront mises en œuvre les MTD suivantes : 2, 4, 5, 18, 20, 30 et 31

N° de la MTD	Objet de la MTD	Information éventuelle sur l'action à réaliser par l'exploitant	Délai de mise en conformité
2	Efficacité de production électrique brute	Réaliser un essai de performance à pleine charge	03/12/23
4	Fréquence de surveillance des effluents gazeux	* Surveillance en continu du mercure dans les rejets d'air canalisés * Surveillance semestrielle des PCB de type dioxines * Surveillance annuelle du Benzo(a)pyrène	03/12/23
5	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions d'exploitation autres que normales	Surveillance des émissions au démarrage et à l'arrêt lorsqu'aucun déchet n'est incinéré.	03/12/23
30	Surveillance des dioxines/furantes et PCB de type dioxines	Mesure PCDD/PCDF + PCB de type dioxines VLE à 0,08 ng I-TEQ/Nm ³	03/12/23
31	Surveillance du mercure	VLE à 0,02 mg/ Nm ³ en moyenne journalière	03/12/23
18	Réduction des périodes OTNOC et des émissions de polluants pendant ces périodes	Mise en place d'un plan de gestion des OTNOC et des mesures des émissions atmosphériques lors des phases hors EOT	03/12/23
20	Niveaux d'efficacité énergétique	Calculer : * l'efficacité de production électrique brute et l* 'efficacité de valorisation énergétique brute	03/12/23

- sont non pertinentes pour l'installation : les MTD n° 6, 8, 10, 13, 22, 23, 24, 26, 34, 36.

3.2 Caractère régulier du dossier

Le dossier de réexamen présente une comparaison des activités d'incinération d'ordures ménagères de la société SERIVEL au BREF WI.

Le dossier de réexamen est complet et régulier.

4. Le rapport de base / La justification de non-remise d'un rapport de base

Lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation, l'exploitant doit remettre un « rapport de base ».

Le rapport de base traite de l'ensemble des thématiques exigées :

Contenu du rapport de base	Résumé des éléments apportés par l'exploitant
La description du site et de son environnement, avec l'identification des sources potentielles de pollution et l'évaluation des impacts potentiels sur les sols et les eaux souterraines	<p>L'exploitant a procédé à la description du site et de son environnement.</p> <p>L'installation a été construite sur un terrain auparavant agricole.</p> <p>Les enjeux environnementaux y sont détaillés.</p> <p>L'exploitant a identifié les zones à risques de pollution (zones de dépotage, zones de stockage, zones avec des machines hydrauliques) qui justifient de prendre des mesures spécifiques de maîtrise du risque, sur ces zones.</p> <p>Le risque d'infiltration par transfert vertical dans le sol est limité par :</p> <ul style="list-style-type: none">- Une dalle étanche sur l'ensemble du site,- Les stockages dans le bâtiment, dans des big bags ou en vrac dans des alvéoles.- Le traitement des eaux pluviales, de toiture et de voirie Les eaux pluviales sont toutes récupérées et traitées. <p>Le rapport conclut que le risque de transfert d'un liquide polluant vers le sol ou vers les eaux de ruissellement périphériques est considéré comme non significatif.</p>
La recherche, compilation et évaluation des	L'exploitant dispose des informations issues des

données disponibles sur la qualité des sols et des eaux souterraines	bases de Géorisques et également des données issues de l'autosurveillance annuelles des eaux souterraines en amont et en aval du site.
La présentation du programme d'investigations complémentaires et des résultats obtenus (si nécessaire)	Les données que possède l'exploitant sont suffisantes pour établir son rapport de base. Il n'y a pas lieu de disposer d'un programme d'investigations complémentaires.
La présentation des résultats, leur interprétation et l'estimation des incertitudes	<p>Les eaux ruisselant sur la dalle étanche du bâtiment et sur les voiries sont stockées dans des bassins de rétention, traitées dans des séparateurs hydrocarbures et par osmose inverse, avant réutilisation pour refroidir les chaudières.</p> <p>Les eaux souterraines sont régulièrement contrôlées au droit de l'Ecosite. L'exploitant conclut qu'il n'y a pas d'effet de l'Ecosite sur la nappe de Brie Aval.</p>

Ces informations sont suffisamment documentées. Le rapport de base a été réalisé selon les modalités inscrites dans le guide méthodologique d'octobre 2014.

5. Conformité aux MTD

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, complétées par celles de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 et par celles de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux sont conformes aux dispositions de l'article R. 515-60 du code de l'environnement relatif au contenu de l'autorisation.

Elles comprennent en effet :

- des valeurs limites d'émission concernant les substances polluantes émises dans l'eau et dans l'air ;
- des prescriptions en matière de surveillance des émissions dans l'eau et dans l'air, des émissions sonores et des odeurs, spécifiant la méthode de mesure, la fréquence des relevés et la procédure d'évaluation et la transmission des résultats ;
- les mesures relatives à la surveillance et à la gestion des déchets ;
- les prescriptions garantissant la protection du sol et des eaux souterraines, concernant notamment les moyens nécessaires à l'entretien et à la surveillance périodique des mesures prises afin de garantir cette protection, les substances pertinentes déterminées dans le

rapport de base font déjà l'objet d'une surveillance périodique dans les sols et dans les eaux souterraines ;

- les mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt.

Elles comportent également la mention des rubriques 3000 de la nomenclature, de la rubrique principale et des conclusions sur les meilleures techniques disponibles mentionnés au point 1 (situation administrative) du présent rapport, conformément à l'article R. 515-61 du code de l'environnement.

L'exploitant a effectué la comparaison des conditions actuelles d'autorisation par rapport aux documents de référence concernant son activité, à savoir le BREF WI (incinération des déchets). Cette comparaison a montré que le respect des conditions d'autorisation actuelles complétées par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 permettront à l'exploitant d'être conforme aux conclusions du BREF WI.

L'inspection considère que la conclusion du réexamen présenté ne nécessite pas d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation, l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 sus-mentionné s'opposant au site. Le réexamen des conditions d'autorisation de cette installation n'entre pas dans le cadre des dispositions de l'article L. 515-29 du code de l'Environnement (mise à disposition du public).

La demande de dérogation pour ne pas surveiller en continu le paramètre mercure dans les rejets atmosphériques canalisés n'est pas acceptable étant donné que les déchets reçus sont des déchets municipaux en mélange dont la nature est très variable.

6. Conclusion générale et propositions

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'acter le réexamen.


L'inspection considère que le réexamen présenté tient compte des meilleures techniques disponibles et qu'il n'est pas nécessaire d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Le dossier de réexamen n'est pas soumis à enquête publique ou à consultation du public.

L'examen des dossiers conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Conformément à l'article R 515-73-II, il est proposé de notifier cette conclusion à l'exploitant. Il est également proposé de rappeler à l'exploitant les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 lui seront applicables à compter du 03 décembre 2023.

Rédacteur
L'inspecteur de
l'environnement,



Mathieu FERNANDEZ

Vérificateur
L'inspecteur de
l'environnement,



Olivier CASEAU

Approbateur
Pour la directrice et par
délégation,
Le chef du service prévention des
risques



Olivier LEVILLAIN